



**COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG POUR LA 40^e
RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU
PROGRAMME (CCP)
JUILLET 2017**

TEXTE INTRODUCTIF



#TheUNAIDSWeNeed accueille les nouvelles réalités de l'architecture mondiale du VIH, s'adapte aux nouvelles idées et fait face aux défis du changement. C'est ce qui ressort de la 40^e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP), qui a eu lieu à

Genève (Suisse), du 27 juin au 29 juin 2017, sous la présidence de l'Hon. Kwaku Agyeman-Manu, Ministre de la Santé du Ghana.

La 40^e réunion du CCP a eu lieu au cours d'une période de grandes espérances et d'anticipations à la suite d'une saison printanière d'examens internes et externes, de l'incertitude de la mission, de la vision, des ressources et d'un vif intérêt parmi tous les intervenants dans un modèle de fonctionnement révisé, qui était disposé à équilibrer son budget par rapport aux nécessités non satisfaites, en s'adaptant aux innombrables changements auxquels la communauté mondiale du VIH fait face. Comme l'a déclaré le Directeur Exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé dans son [rapport](#): "Le monde est en mouvement, nous devons tous relier les points, faire des réflexions audacieuses, faire face aux obstacles à l'innovation et à la transformation, sans en négliger aucun". Mr. Sidibé a reconnu que des décisions difficiles devaient être prises et que les prochaines étapes du processus de changement devaient être le repositionnement du Secrétariat de l'ONUSIDA. Il a insisté sur le maintien de la capacité de demeurer pertinent et de continuer à se concentrer sur les droits de l'homme, le soutien à la société civile et tout en assurant la continuité du travail avec tous les partenaires tels que le Fonds Mondial, le PEPFAR, les coparrains et les gouvernements nationaux.

À cette fin, la 40^e réunion du CCP a passé en revue les recommandations concernant les changements de gouvernance; le financement et la responsabilisation; et l'articulation de travail du Comité de Révision Mondiale et s'est engagé à mieux étoffer le [Plan d'Action](#) recommandé pour aller de l'avant.

L'agenda de la 40^e réunion du CCP intègre la nécessité de revoir l'administration et les opérations du Programme Commun et du Secrétariat; de prendre des mesures sur les recommandations du Comité de Révision Mondiale; d'examiner la réalisation et les objectifs financiers du Cadre Unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités (UBRAF); de lancer la Coalition Mondiale sur la Prévention du VIH et réexaminer, ainsi que renforcer, le rôle de la prévention du VIH dans les objectifs pour 2020. La Délégation des ONG a participé activement à tous les aspects de la réunion du CCP. Vu que cette réunion se concentrait sur les "affaires" de l'administration et de la gestion de du Programme Commun, une grande partie des travaux de la Délégation des ONG était de s'assurer que le Programme Commun maintienne la capacité de travailler sur le terrain/dans le pays avec et parmi les populations clés et les personnes vivant avec le VIH; de s'assurer que le cadre d'allocation des ressources était juste et approprié pour répondre aux nécessités sur le terrain/dans le pays; et aussi pour répondre aux nécessités concernant la dotation en personnel et la mobilisation de ressources, pour qu'aucune région ou communauté ne soit pas négligée quant au soutien de l'ONUSIDA.



Un point positif dans l'agenda a été le message de Lorena Castillo de Varela, Première Dame du Panama, à la suite du rapport du Directeur Exécutif, sur ses expériences et les efforts globaux pour entraîner des changements dans le domaine de la discrimination e de la stigmatisation. En utilisant le symbole d'un papillon, elle a

fortement encouragé les membres du CCP à se transformer et devenir comme le papillon, pour devenir le changement que nous voulons voir dans le monde.

RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF



La Délégation des ONG a accueilli le [rapport](#) du Directeur Exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, qui s'est centré non seulement sur les gains de la riposte au VIH, mais aussi sur les défis et les nouvelles opportunités, ainsi qu'une révision sur le modèle de fonctionnement raffiné proposé pour le Programme Commun.

Le rapport a noté qu'il serait très difficile de traiter les problèmes de santé mondiaux, y compris mettre un terme au SIDA dans un monde en rapide évolution et imprévisible, sans comprendre les grandes tendances géopolitiques, environnementaux, socio-économiques et démographiques qui déterminent de meilleures actions. Le rapport a également souligné que si les causes sous-jacentes de la migration n'étaient pas abordées, nous aurons plus de migrants et de communautés fragiles avec des services de santé fragmentés.



Alors que de plus en plus de pays adoptent les objectifs de 90-90-90, Michel a partagé que le Président ougandais lance la première initiative de financement présidentielle accélérée. En outre, il a annoncé la réunion de la Coalition Mondiale pour la Prévention du VIH en octobre à Nairobi, au Kenya, d'où l'importance d'avoir un mouvement autour du

droit à la prévention.

En réponse au rapport du DE, les interventions des délégations des ONG ont mis l'accent sur le besoin de maintenir la société civile en tant qu'acteur indépendant et clé de la riposte au SIDA.

Nous avons souligné qu'il fallait avoir une communication coordonnée dans le cadre du Programme Commun, y compris la transparence sur l'impact des coupes budgétaires des travaux sur le terrain, en particulier pour et avec les communautés. Nous avons également appelé à une stratégie d'engagement claire dans le cadre du Programme Commun pour les communautés, y compris les personnes vivant avec le VIH, les jeunes femmes et les filles, et les populations clés.



RÉFLEXIONS SUR LE COMITÉ DE RÉVISION MONDIALE ET LE MODÈLE DE FONCTIONNEMENT RAFFINÉ



La 40^e réunion du CCP a été très complexe. Avec la réduction des ressources financières, il a fallu que le Programme Commun adopte une opération et des processus raffinés qui réorganiseront l'ONUSIDA pour devenir une institution plus efficace et responsable.

Cette réunion a mis l'accent sur les résultats du Comité de Révision Mondiale, dont le rapport final a fourni des recommandations qui ont ensuite été consolidées par le Secrétariat de l'ONUSIDA et les coparrains sous la forme d'un [Plan d'Action](#) soumis à l'approbation du CCP.



Pour la Délégation des ONG, cette situation actuelle de l'ONUSIDA est extrêmement inquiétante. Premièrement, les objectifs définis exigent un Programme Commun beaucoup plus structuré, y compris et surtout au niveau des pays, avec une plus grande capacité de riposte à l'épidémie. Les enjeux sont donc

considérables: exiger que l'ONUSIDA fasse plus, avec moins de ressources.

Deuxièmement, à chaque CCP, les tensions entre le Secrétariat et les coparrains demeurent évidentes, et si tous sont sérieux au sujet de leur engagement à remettre l'ONUSIDA à flot, ils doivent trouver un moyen de se redéfinir, de communiquer mieux les uns avec les autres et de

faire preuve d'efficacité du travail pour lequel ils ont été embauchés. Nous avons donc accueilli la recommandation visant à mettre en place des mécanismes externes de contrôle et évaluation qui permettent la vérification de la réalisation par le Programme Commun et sa gestion au niveau national, régional et mondial.

Un autre défi très clair est que le Secrétariat de l'ONUSIDA doit, à son tour, faire un travail de coordination bien meilleur: tant du point de vue interne, avec son propre personnel au siège ainsi que sur le terrain, qu'en ce qui concerne la coordination des coparrains. Il s'agit de la responsabilité du Secrétariat, qui aura besoin de nombreux ajustements et de nouveaux processus de gestion, avec contrôle et suivi des décisions et des plans. La gestion et la coordination efficaces peuvent même aider l'ONUSIDA à assurer l'espace nécessaire dans le contexte des Objectifs de Développement Durable (ODDs), car, à ce stade, il est encore pratiquement invisible dans cette arène.

D'un point de vue global, la Délégation des ONG a relayé le message de nos groupes d'intérêt de la société civile selon lesquels l'ONUSIDA connaît une crise de crédibilité dans sa capacité à riposter aux demandes actuelles de l'épidémie – non seulement en raison du manque de fonds, mais aussi parce que sa [communication](#) sur son travail a été inefficace. Par conséquent, ça n'a pas traduit les messages importants, se concentrant plutôt sur des slogans vidés de toute substance, qui confondent au lieu d'aider à renforcer le message que l'ONUSIDA continue d'être critique, parce qu'il y a encore beaucoup à faire pour contrôler le VIH, et que, en fait, la fin du SIDA est encore loin.

La délégation des ONG a également adressé un message clair aux États membres: [arrêtez de dire qu'il n'y a pas d'argent](#). Arrêtez de continuer à utiliser la crise financière comme une excuse pour le manque d'investissement dans la santé et dans la riposte au VIH, qui sont des droits fondamentaux qui doivent être garantis par tous les États. À cet égard, nous avons applaudi le don du Ghana et l'annonce faite par l'Allemagne qui doublera sa contribution à l'ONUSIDA.

Entre-temps, le principal défi de la société civile est celui de garantir que, dans un tel contexte où les fonds manquent, la priorisation des ressources encore disponibles sera effectuée par le biais de processus de consultation valables à tous les niveaux, en impliquant les populations clés, les communautés et les groupes touchés.

Pour accomplir #TheUNAIDSWeNeed, il y a encore beaucoup à faire. Continuons à contrôler et à suivre les processus, donc un jour nous y arriverons.

CADRE UNIFIÉ DU BUDGET, DES RÉSULTATS ET DES RESPONSABILITÉS (UBRAF)



À la 39^e réunion du CCP, l'ONUSIDA a été mandaté pour mettre en place le Comité de Révision Mondiale (CRM), pour organiser des consultations et utiliser le rapport final pour élaborer un modèle de fonctionnement raffiné pour le Programme Commun. La 40^e réunion du CCP a approuvé un [Plan d'Action Conjoint](#) issu du rapport final

du CRM. Le Plan d'Action met fortement l'accent sur la flexibilité, la différenciation, la priorisation et l'inclusion. Ceci est guidé par trois objectifs primordiaux: déployer les ressources humaines et financières là où elles sont les plus nécessaires; redynamiser le travail conjoint et l'action concertée au niveau national; et renforcer la responsabilisation et les résultats pour les gens.

Le Secrétariat a également présenté un rapport sur l'exécution et les dépenses du Cadre Unifié du Budget, des Résultats et de la Responsabilisation (UBRAF).



La Délégation des ONG a apprécié le rapport de l'UBRAF, qui fournit des détails sur les coûts et les dépenses au niveau régional, ainsi que la clarté des dépenses essentielles et non essentielles. Ceci a également fourni des renseignements sur les activités à l'aide de rapports de coparrainage.

Toutefois, nous avons exprimé notre inquiétude par le manque d'effet clair, interprétable et responsable sur l'impact des coupes

budgétaires au niveau communautaire, son impact sur les services et les résultats à long terme de la même chose. Nous avons également demandé à l'ONUSIDA de fournir un rapport simple qui peut être compris par la communauté et utilisé comme outil de plaidoyer pour financer pleinement le Programme Commun de l'ONUSIDA.

L'inquiétude la plus importante de la Délégation des ONG a été l'absence d'un plan concret de mobilisation des ressources dans le Plan d'Action Commun. Alors que l'Allemagne a promis de doubler sa contribution à l'ONUSIDA, qui a été très bien accueillie par tous, y compris la Délégation des ONG, l'ONUSIDA ne peut pas continuer à se soutenir uniquement sur les contributions nationales. La Délégation des ONG a également demandé aux membres du CCP de [cesser de parler du manque de ressources](#) et de définir les priorités. Plutôt que d'investir dans les poursuites et le contrôle des drogues, les ressources doivent être investies dans la défense des droits de l'homme, en assurant un traitement abordable et une éducation préventive pour tous.

Enfin, nous sommes convaincus qu'il y a des devoirs importants à accomplir par l'ONUSIDA: le déplacement et le travail d'un moyen novateur, l'examen et la modernisation de ses stratégies pour mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires. Mais, si l'ONUSIDA continue de dépendre uniquement des dons philanthropiques des gouvernements pour atteindre le niveau de financement du passé, ça n'est pas viable, et ce Programme Commun stratégique et pionnier échouera. Par conséquent, la Délégation des ONG a proposé un point de décision ([voir la décision 6.10](#)) qu'à la prochaine 41^e réunion du CCP, l'ONUSIDA doit présenter un plan commun pour mobiliser les ressources. Ceci a été l'une de nos contributions majeures à la 40^e réunion du CCP.

SUIVI DU SEGMENT THÉMATIQUE DE LA 39^e RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME: LE VIH ET LE VIEILLISSEMENT



Le 39^e Segment Thématique du CCP, le 8 décembre dernier, 2016 a couvert le thème du VIH et le vieillissement. Lors de la 40^e réunion du CCP, le CCP a accueilli à la fois le [rapport](#) et la [note d'information](#) qui ont couvert les aspects médicaux et sociaux du vieillissement avec le VIH. Les deux documents ont mis en évidence la nécessité de préparer les services de santé et sociaux, afin qu'ils puissent fournir des services de prévention, de traitement et de soins pour les personnes de plus de 50 ans vivant avec ou à risque de VIH sans discrimination.

Dans notre intervention, nous [avons appelé à une plus grande attention aux jeunes qui vivent avec ou à risque du VIH](#) dans le cadre de la recherche du vieillissement comme une approche du cycle de vie. Les nécessités en matière de prévention, de traitement et de soins des jeunes devraient comprendre des interventions différenciées et des solutions individuelles adaptées aux

nécessités de l'individu, dans une approche fondée sur les droits. La Délégation des ONG a également souligné que, si une population vieillissante de personnes vivant avec le VIH est un succès, nous devons également admettre que chaque vie perdue est un échec. Mondialement, plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH n'ont pas accès aux médicaments, et certains chiffres régionaux sont encore pires. Les gens meurent tous les jours à cause des barrières légales, structurelles et financières à l'accès universel.

Le CCP a approuvé plusieurs Points de Décision (PDs) ([voir les décisions 7.1 à 7.3](#)) après de longues heures de négociations intenses, notamment en renforçant et en réformant les systèmes de santé pour soutenir les personnes de plus de 50 ans vivant avec le VIH ou à risque de VIH pour avoir l'accès aux services de prévention, de traitement et de soins. Au cours des négociations, nous avons insisté pour que les services communautaires soient inclus dans le renforcement des services de santé et l'accès à une éducation sexuelle complète. Le dernier langage approuvé du PD a noté la nécessité d'une "information complète sur la prévention du VIH et d'autres IST, y compris l'éducation sexuelle."

QUESTIONS STRATÉGIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DE L'ONUSIDA



Le thème central des [questions stratégiques de gestion des ressources humaines](#) et la [déclaration du représentant de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA](#) se sont centrés sur le repositionnement et le réaligement du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA, compte tenu de l'évolution du paysage politique et

financier auquel l'ONUSIDA est confronté, ainsi que de la mise en œuvre du Plan d'Action pour l'Égalité des Genres adopté en 2013. Cela comprend le déploiement de la formation sur la diversité et l'inclusion des Nations Unies pour Tous, l'exercice de repositionnement visant à combler la disparité entre les genres au sein du Secrétariat et le développement du personnel débutant du Secrétariat de l'ONUSIDA à travers son Programme de Développement Professionnel des Officiers Débutants. Les États membres et la Délégation des ONG ont reconnu le Secrétariat pour leur engagement à l'égard de l'égalité des genres par le biais du Plan d'Action pour l'Égalité des Genres, avec certains États membres demandant des mises à jour futures sur sa réalisation.

La Délégation des ONG a soulevé la [question de l'impact de l'exercice de repositionnement](#) de l'ONUSIDA sur les communautés, conformément aux questions soulevées par l'Association du Personnel de l'ONUSIDA dans leur déclaration. Notre Délégation a demandé s'il existait des critères clairs pour l'exercice de repositionnement ou si les perspectives de la population et des communautés clés étaient envisagées; par exemple, la dissolution du poste de l'Expert Principal

sur le Traitement au sein de l'ONUSIDA, qui se centre sur les questions de la propriété intellectuelle. Deux exemples ont été soulignés: les Philippines et le Venezuela, où la présence et les efforts de l'ONUSIDA doivent être renforcés. Le Secrétariat a répondu aux questions posées par les participants et s'est engagé à examiner les deux pays et à trouver des moyens pour que les mesures nécessaires soient accélérées. La Délégation a demandé des informations claires sur les futurs processus de repositionnement ainsi que sur les résultats et l'impact produits par cet exercice.



SEGMENT THÉMATIQUE: PRÉVENTION DU VIH 2020: UN PARTENARIAT MONDIAL POUR L'EXÉCUTION



lors, les dépenses de prévention du VIH n'ont pas suivi le rythme des dépenses de traitement et



volonté politique.

Le Segment Thématique sur la Prévention était une session très nécessaire au CCP de l'ONUSIDA. Il y a seulement cinq ans, à 30^e réunion du CCP, le Segment Thématique s'est centré sur la Prévention des Combinaisons, mais les PDs étaient alors assez vagues et difficiles à mesurer. Depuis

d'autres ripostes au VIH. L'objectif de "un quart pour la prévention du VIH" n'a pas été réalisé et, en fait, les dépenses Mondiales de prévention ont diminué. Les États membres soutiennent et approuvent les recommandations, mais pour beaucoup, il ne se traduit pas par la mise en œuvre et la

La vérité et le courage dans les paroles des orateurs de la société civile du Segment Thématique résonnent encore dans les oreilles de tout le monde. L'oratrice principale, Mme Kyendikuwa Allen Namayanja, Gestionnaire de Programme à la Coalition de la Jeunesse Ougandaise sur l'SDSR et le VIH des Adolescents a insisté sur le fait que les États membres et les organisations

doivent inclure, impliquer et engager les jeunes filles et adolescentes dans la conception, le développement et la mise en œuvre de programmes pour s'assurer qu'elles parlent de leurs réalités, expériences et nécessités réelles. Dr Laurel Sprague, le Directeur Exécutif du Réseau Mondial des Personnes vivant avec le VIH (GNP+), a parlé sur comment la prévention du VIH ne peut pas simplement être comprise comme un phénomène au niveau individuel, mais qu'il s'agit de grandes structures et de la responsabilité des États. Mr. Jose YAC, Spécialiste des Sciences Politiques et des Relations Internationales de l'Association IDEI (Développement de la Recherche et de l'Éducation Mondiale) au Guatemala, a évoqué le principe du consentement préalable, libre et éclairé en travaillant avec les Peuples Autochtones, tel qu'il est inscrit dans la Convention 169 de l'OIT et dans la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.

Un thème récurrent dans le Segment Thématique était "le droit à la prévention".



La Délégation a noté que #TheUNAIDSWeNeed devrait développer des campagnes de prévention faciles à comprendre dans une stature similaire aux objectifs de traitement 90-90-90, de sorte que nous puissions atteindre l'objectif d'investir "un quart pour la prévention".

ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA 40^e RÉUNION DU CCP



Comme lors des réunions du CCP précédentes, les communautés de personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et les populations clés ont assisté et ont participé en tant qu'Observateurs des ONG' (également appelés Observateurs de la SC) lors de la 40^e réunion du CCP. La plupart est venue d'Europe Orientale et Occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Afrique subsaharienne. Un certain nombre d'interventions se sont centrées sur la situation des jeunes, en particulier les adolescentes et les enfants nés avec le VIH; Il y avait aussi des interventions centrées sur la situation des consommateurs de drogues en Europe Orientale. Il y a eu un effort concerté pour attirer l'attention sur la situation humanitaire au Venezuela et ses implications sur la riposte au SIDA.

La Délégation des ONG a organisé des séances de compte-rendu avec nos collègues de la SC après la fin de chacun des deux jours de la réunion du CCP - 27 et 28 juin. Une question clé qu'ils ont soulevée

était l'absence d'un sentiment d'urgence au CCP, compte tenu de la situation difficile à laquelle l'ONUSIDA était confronté. On craignait que, malgré les défis et les questions entourant la mise

en œuvre du modèle de fonctionnement raffiné (MFR), ni les États ni les coparrains ne semblaient insister sérieusement pour discuter sur le MFR plus en détail.

Lors des séances de compte-rendu, nous avons discuté du rôle que les communautés et la société civile devraient jouer en réponse aux crises que l'ONUSIDA traversait, surtout compte tenu de la diversité des acteurs de la société civile, de l'absence de perspective commune sur le rôle et l'importance de l'ONUSIDA et, par conséquent, du besoin de s'engager vigoureusement dans les efforts de façon à faire face aux crises. Les discussions ont noté l'absence de soutien au niveau communautaire et de plaidoyer pour l'ONUSIDA et la nécessité de la part de la Délégation des ONG d'être plus responsable envers les communautés touchées par le VIH/SIDA. Les mesures suivantes ont été adoptées en tant qu'étapes immédiates:

- a. S'assurer que le Communiqué de la Délégation des ONG, post-CCP soit largement diffusé et partagé avec les communautés, y compris les réseaux de population clés et les réseaux de PVVIH;
- b. Développer une déclaration de plaidoyer avec 10 messages clés sur la valeur de l'ONUSIDA en ce qui concerne le SIDA mondial; populariser ces messages parmi les communautés et les intégrer dans le rapport d'avancement de décembre 2017;
- c. Envoyer un communiqué au Secrétariat de l'ONUSIDA exprimant ses défis de crédibilité avec les communautés et discuter des moyens pratiques pour y remédier.

**EUROPE ORIENTALE ASIE CENTRALE PARTICIPATION DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA 40^e RÉUNION DU CCP**



La 40^e réunion du CCP a été importante pour la région de l'Europe Orientale et de l'Asie Centrale (EOAC) en raison de la participation de la Délégation de la République de la Biélorussie. La Biélorussie est devenue un nouveau membre du CCP et a été très actif au cours de cette réunion. Bien que les représentants de la communauté de la Biélorussie n'aient pas pu assister à cette réunion, des collègues et des observateurs de la SC d'autres pays de la région d'EOAC ont soulevé les questions qui ont été énumérées par la communauté biélorusse comme étant les plus importantes dans leurs interventions. Dans plusieurs interventions, le Sous-

Ministre de la Santé de la Biélorussie a reconnu que si tous les efforts nécessaires avaient été accomplis dans le passé, il aurait aidé à éviter les décès et la propagation de l'épidémie. Au cours du Segment Thématique sur la Prévention, les interventions de la région d'EOAC se sont centrées sur la question de la transition du financement international au niveau national, dans lequel la défense du budget et la possibilité de surmonter les barrières empêchant les communautés de recevoir des fonds des gouvernements pour soutenir leurs travaux sur le terrain sont nécessaires. Maria Godlevskaya, de Russie, a parlé des résultats de la surveillance communautaire sur la prévention, montrant que seulement 5% des budgets ont été consacrés au travail avec les populations clés et les barrières énumérées. Ilya Lapin a proposé un dialogue avec le gouvernement russe sur l'utilisation de la TSO. Lors des négociations parallèles avec le représentant de la Fédération de Russie, notre Délégué de l'Europe et les Observateurs de la SC de l'OEAC ont suggéré des travaux et des négociations conjointes entre le Ministère de la Santé et la communauté sur la prévention. Des représentants des OSC ukrainiennes ont abordé les

barrières à la prévention auxquelles sont confrontées les communautés. Une intervention a apporté la perspective de la jeunesse et le droit des adolescents à tester et à accéder aux préservatifs, tandis qu'une autre intervention centrée sur la transition des pays - les défis et les bonnes pratiques - comme la campagne réussie de plaidoyer de budget qui a abouti à un financement complet de la TSO du côté du Ministère de la Santé en Ukraine. La Délégation des ONG a appelé à la décriminalisation des populations clés et a souligné la nécessité de réduire les coûts de la TARV, de sorte qu'encre des fonds puissent être consacrés à la prévention.



LA CRISE DU VIH AU VENEZUELA: UN APPEL À L'ACTION



Cette année, la Délégation des ONG au CCP de l'ONUSIDA avait une tâche spécifique: répondre à la situation que les organisations vénézuéliennes du VIH font face en raison des crises humanitaires dans leur pays qui touchent des milliers de vies, avec un impact particulier sur les personnes vivant avec le VIH. Au nom de la Délégation, Alessandra Nilo, Déléguée de l'Amérique Latine et des Caraïbes, a demandé au Programme Commun et à tous ses partenaires mondiaux de prendre des mesures immédiates et de jouer un rôle crucial dans la lutte contre la situation vénézuélienne d'un point de vue humanitaire et des droits de l'homme et non pas politique, et de travailler avec la société civile et les communautés sur le terrain.

Après 30 années de gains significatifs dans la lutte contre le VIH, le Venezuela se trouve dans une crise de santé publique, car les médicaments contre le VIH ont diminué drastiquement. Les médicaments antirétroviraux, les vaccins, le matériel médical chirurgical et de base, y compris les réactifs pour les diagnostics, sont à des niveaux critiques dans tout le pays. Ces pénuries

touchent directement les 77 000 personnes vivant avec le VIH qui souffrent d'interruptions fréquentes du traitement antirétroviral et font face à la pénurie permanente de diagnostics pour les CD4 et la charge virale. Les ONG locales et les groupes communautaires informent que des milliers de personnes vivent actuellement sans leurs médicaments.

Quand Mary Ann Torres, Directrice du Conseil International des Organisations de Services du SIDA (ICASO), a fait une intervention, la Délégation des ONG et les Observateurs des ONG se sont montrés solidaires, en tenant des cartes avec un message très spécifique: #SOS Venezuela



Michel Sidibé et le Directeur Exécutif Adjoint de l'ONUSIDA, Luiz Loures, ont assuré que l'ONUSIDA intensifiera sa réponse à la situation au Venezuela et continuera à dialoguer avec la société civile et les communautés dans la planification et la mise en œuvre d'actions atténuantes de soutien au peuple vénézuélien.

NOTE: Les photos ont été sélectionnées à partir de [Google Photos](#):